

Conférence de presse du 20 octobre 2009

Dumping et subventions à l'exportation contre la crise du lait – le faux remède

Le dumping du lait suisse et les subventions à l'exportation minent la souveraineté alimentaire des pays du Sud

Isolda Agazzi, responsable du dossier commerce international à Alliance Sud / Communauté de travail Swissaid, Action de Carême, Pain pour le Prochain, Helvetas, Caritas, EPER

L'Interprofession du lait a siégé hier et, contrairement à nos craintes, n'a pas demandé au Conseil fédéral de réintroduire des subventions à l'exportation de lait en poudre et de crème. Alliance Sud, la communauté de travail de Swissaid, Action de Carême, Pain pour le prochain, Helvetas, Caritas et EPER pour les questions de politique de développement, salue cette décision.

Cela dit, les propositions de l'Interprofession du lait ne résolvent en rien les problèmes de surproduction. Elle exige que les surplus soient exportés vers des marchés extérieurs à l'Union européenne. Même si la différence entre le prix suisse et le prix international est couverte par des fonds privés, cela conduirait à des exportations à des prix de dumping.

De surcroît, notre crainte demeure que, tôt ou tard, le Conseil fédéral ne décide de réintroduire quand même ce type de subventions, comme il l'a déjà fait en juin 2009 – à hauteur de 14 millions de francs – suivant en cela les mauvais exemples de l'Union européenne (janvier 2009 pour la poudre de lait, la crème, le poulet congelé et les oeufs) et des Etats-Unis (mai 2009).

Le caractère inéquitable des subventions à l'exportation

Les subventions à l'exportation des produits agricoles sont l'instrument commercial le plus néfaste pour les agricultures des pays du Sud. A l'OMC, dans le cadre du Cycle de Doha, les Etats se sont engagés à éliminer les subventions à l'exportation des produits agricoles d'ici 2013 (Déclaration de Hong Kong, 2005). L'élimination est incontestée, au point que certains estiment qu'elle pourrait même être mise en oeuvre en cas d'échec du cycle. Dans sa politique agricole 2011, la Suisse s'est engagée à les éliminer jusqu'en 2009 - ce qu'elle a fait.

La réintroduction de subventions à l'exportation serait aussi inéquitable et déloyale, car les pays du Sud n'ont pas les moyens de subventionner leurs agriculteurs. Et même s'ils les avaient, ils n'auraient pas le droit d'introduire des subventions qui n'existaient pas lors de la période de référence de l'Uruguay Round, entre 1986 et 1994. C'est là un des déséquilibres structurels de l'OMC que le cycle de Doha essaie de réparer.

Dumping néfaste pour la paysannerie des pays du Sud

Les surplus déversés sur les marchés des pays en développement, à des prix imbattables, menacent la paysannerie locale. Ce dumping est d'autant plus grave que la crise alimentaire est loin d'être terminée et que la communauté internationale, notamment la FAO, prône l'augmentation de la production dans les pays en développement.

Au-delà de cette question de principe, valable pour tous les produits agricoles, le cas du lait est emblématique, car il cristallise à lui seul la problématique de la souveraineté alimentaire. C'est un produit qui est très peu exporté par les pays en développement et qui sert essentiellement à la consommation locale.

Les producteurs du Burkina Faso, qui soutiennent la révolte des paysans suisses et européens, redoutent qu'on ne revienne à la situation de 2005, lorsqu'on pouvait trouver sur les marchés d'Afrique de l'Ouest du lait en poudre européen à un prix dérisoire : 200 francs CFA (environ 50ct) pour une quantité permettant de reconstituer un litre de lait entier. Alors que le litre de lait produit localement coûtait 300 CFA, le calcul était vite fait pour le consommateur !

Les Burkinabés appellent à la consommation de lait local, ce qu'ils appellent « le lait bicyclette », car il est livré directement par les producteurs.

En 2007, lorsque les prix du lait sur le marché international ont flambé, les petits producteurs et les unités de transformation qui s'approvisionnent en lait local se sont réjouis: le prix du sac de 25 kg de poudre de lait avait quasiment doublé en quelques mois (de 4 000 à près de 8 000 francs CFA), leur permettant d'être à nouveau compétitifs. La même année, l'Union nationale des laiteries du Burkina Faso voyait le jour, de même que la marque *Burkina Lait*.

Mais aujourd'hui, suite au relèvement des quotas de production de lait par l'Union européenne, la production s'est emballée et le prix du lait a chuté à nouveau sur les marchés internationaux. L'embellie aura été de courte durée pour les producteurs de lait Burkinabés !

D'autres exemples montrent que le dumping des pays du Nord mine la souveraineté alimentaire des pays du Sud. Au Sénégal, les coûts de production du lait local sont si élevés, par rapport au lait importé, que la filière peine à se développer car elle n'est pas compétitive.

En Indonésie, en 2003 le gouvernement a réduit les droits de douane sur le lait de 5% à 0% avec la conséquence qu'aujourd'hui 70% du lait consommé est importé d'Australie et de Nouvelle Zélande.

En juin 2009, des associations paysannes d'Afrique de l'Ouest ont exprimé leur solidarité avec les producteurs de lait européens et demandé un prix équitable et rémunérateur qui couvre les coûts de production, au Nord comme au Sud.

Tâche d'huile ?

Mais ce n'est pas tout : la réintroduction de subventions à l'exportation de lait en poudre et de crème pourrait avoir des conséquences encore plus graves. Alliance Sud craint que les mesures prises par les Etats-Unis, l'Union européenne et peut-être bientôt par la Suisse n'ouvrent la boîte de Pandore et que les subventions aux exportations d'autres biens agricoles ne soient à nouveau autorisées aussi. On reviendrait alors à la situation des années 1980 ou même 1990, où l'on trouvait sur les marchés africains du bœuf européen à quelques francs le kg. Le paysan sahélien qui faisait des kilomètres à pied pour amener ses vaches à l'abattoir n'avait aucune chance de concurrencer du bœuf à si bas prix. Au Ghana, le secteur avicole a été détruit dans les années 1980 à cause de l'importation de poulet hautement subventionné des USA et de l'UE.

Alliance Sud redoute que la Suisse ne suive les mauvais exemples de l'Union européenne et des Etats-Unis. Elle demande au Conseil fédéral de ne pas réintroduire de subventions à l'exportation et de chercher à résoudre la crise du lait par des mesures qui ne mettent pas en péril l'agriculture des pays du Sud. Il convient de gérer les quantités de façon à ne pas provoquer de dumping dans les pays du Sud.

Pour plus d'informations :

Isolda Agazzi, Alliance Sud, tel : 079 434 45 60